

L'an deux mil douze, le vingt-et-un mai, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

**Présents :** Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, M. Joël ANTIER, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE, Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle VILLATTE, M. Pascal BEAUSSIER.

**Absents excusés :** Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE).

**Absents :** M. Fabrice DAVOIGNEAU, M. Frédéric DUPUIS, Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ, M. Olivier PIQUEUX.

M. Jean-Claude DUPAS est élu secrétaire.

Le compte-rendu du conseil municipal du 23 avril 2012 est approuvé à l'unanimité.

#### **DCM 2012-041. REMBOURSEMENT DE LA COMMUNE AUX FAMILLES POUR LES CENTRES DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT**

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune verse une subvention de fonctionnement à Familles Rurales, association gestionnaire du Centre de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) La Ribambelle à Ferrière sur Beaulieu, qui accueille les enfants de 3 à 12 ans pendant les vacances scolaires (hors week-end et jours fériés).

Toutefois, la fréquentation de l'ALSH par les enfants de Beaulieu peut être impossible dans les cas suivants :

- pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture du centre de loisirs La Ribambelle ou quand la capacité maximale d'accueil de La Ribambelle est atteinte,
- pour les jeunes de plus de 12 ans.

La commune verse alors une aide financière aux familles concernées par l'un de ces 3 cas, en fonction de leur niveau d'imposition.

Mme le Maire propose que pour 2012, cette aide soit de 5 € par jour et par enfant, selon la durée suivante :

- Pour une imposition inférieure à 600 € : 20 jours par an maximum.
- Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 10 jours par an maximum.

Cette aide ne s'applique pas aux week-end et jours fériés, pour lesquels la commune n'apporte aucune aide financière.

Cette aide sera versée aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation d'un relevé d'identité bancaire, de l'avis d'imposition de la famille, de la facture du centre de loisirs (ALSH) et pour les jeunes de moins de 12 ans d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- rappelle que la commune participe financièrement, en proportion du nombre d'enfants bellilociens accueillis, au centre de loisirs sans hébergement la Ribambelle de Familles Rurales à Ferrière-sur-Beaulieu.
- décide que pour les jeunes bellilociens de plus de 12 ans, mais aussi pour les plus jeunes quand la Ribambelle est fermée ou n'est pas en mesure d'accueillir l'enfant, la commune verse à la famille une participation financière d'un montant de 5 € par jour et par enfant, selon la durée suivante (hors week-end et jours fériés), en fonction de son niveau d'imposition :
  - Pour une imposition inférieure à 600 € : 20 jours par an maximum
  - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 10 jours par an maximum
  - Pour une imposition supérieure à 1000 € : pas d'aide financière
- Dit que ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande uniquement sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs sans hébergement fréquenté, d'un relevé d'identité bancaire et pour les jeunes de moins de 12 ans d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.
- Dit que cette délibération sera adressée pour information aux centres de loisirs de Ferrière-sur-Beaulieu, Loches et Saint-Jean-Saint-Germain.

#### **DCM 2012-042. VENTE DE LA DEVINIÈRE**

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 14 juin 2010, il avait décidé de vendre la maison dite de la Devinière à Loches, appartenant à la commune de Beaulieu-lès-Loches. La Devinière est cadastrée section AW n° 183 et 185 pour une superficie de 1398 m². Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 23 avril 2012, avait décidé du prix de la maison de la Devinière à 425 000 € net vendeur

La loi 95-127 du 8 février 1995, la consultation des services des domaines n'est pas nécessaire pour la cession d'un bien immobilier des communes de moins de 2000 habitants. Les différents diagnostics techniques ont été réalisés en 2012. .

Deux offres sont parvenues début mai pour acquérir ce bien. L'une de 300 000 € et la seconde de 350 000 €. Il est proposé au Conseil Municipal, et compte tenu de la difficulté de vendre ce bien ainsi que des travaux importants à réaliser afin de réhabiliter l'endroit, d'accepter l'offre de 350 000 €.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 10 voix pour et 4 abstentions (Mme GUERY, Mme BOUIN, Mme GRATADE, M. BANDEVILLE)

- Accepte de vendre la maison de la Devinière pour un montant de 350 000 €
- Demande qu'une plaque rappelant le legs de M. et Mme Laumonier soit apposée dans la commune
- Rappelle que la commune entretient régulièrement la tombe de M. et Mme Laumonier,
- Précise que le prix de vente servira à financer la restauration et la mise en valeur du patrimoine bâti communal
- Autorise Mme le Maire ou Mme Michelle Cournarie à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier et notamment le compromis de vente et l'acte de vente.

#### **DCM 2012-043. CREATION DE DEUX POSTES CUI POUR L'ENTRETIEN DES BATIMENTS**

Mme le Maire informe le conseil qu'en raison d'un surcroît de travail dans l'entretien des locaux municipaux, il est nécessaire d'embaucher deux personnes supplémentaires pour y faire face, à titre temporaire. La commune a la possibilité de recourir à des emplois en contrats aidés, en l'occurrence des Contrats Uniques d'Insertion / Contrats d'Accompagnement à l'Emploi (CUI/CAE)). Le CUI a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Mme le Maire propose l'embauche de deux personnes en CUI/CAE à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour un temps de travail hebdomadaire de 20 heures et pour l'entretien des locaux municipaux

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide le recrutement de deux personnes en CUI/CAE pour l'entretien des locaux à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.
- Décide que ces contrats sont créés à temps incomplet (20h hebdomadaire).
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

#### **DCM 2012-044. CONSULTATION DES ASSURANCES**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que les contrats d'assurances : Responsabilité civile, véhicules, dommages aux biens, protection juridique, protection des élus, avaient été négociés avec date à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour une durée de 3 ans. Une nouvelle consultation aurait dû être effectuée l'an dernier, la reconduction du contrat pour une année a été demandée.

Madame le Maire propose de lancer une consultation pour tous les contrats d'assurances de la commune : responsabilité civile, dommage aux biens, véhicules, protection juridique, protection des élus, risques statutaires des agents.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de lancer une consultation pour tous les contrats d'assurances de la commune : responsabilité civile, dommage aux biens, véhicules, protection juridique, protection des élus, risques statutaires des agents
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

#### **DCM 2012-045. VENTE TERRAIN IMPASSE SAINTE-CATHERINE**

Vu l'article L.2241-6 du Code Générale des Collectivités Territoriales

Vu les articles 83 et suivant du code des marchés publics de 2006

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a acquis en 2011 des parcelles situées impasse Sainte-Catherine (cadastrées section AD 36-37 et 214) afin de permettre la création d'un chemin piétonnier prolongeant l'impasse Ste-Catherine vers le chemin des Ecoliers, et assurant la sécurité des enfants et des vélos. Le terrain acquis est toujours classé dans le domaine privé de la Commune.

Mme le Maire rappelle au conseil qu'une partie des parcelles AD 36-37 n'est pas nécessaire à l'élaboration de ce projet de chemin piétonnier. La ville n'a pas l'utilité de conserver dans son patrimoine privé ce bien qui n'a pas vocation à être utilisé pour effectuer une mission d'intérêt général. Ce terrain d'une surface d'environ six ares, est classé en zone UBa, constructible, dans le Plan d'Occupation des Sols.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à la cession du terrain par voie d'adjudication publique, car elle apparaît comme étant la plus cohérente et transparente, la désignation du lauréat est alors attribuée à l'offre économique la plus avantageuse. Une publicité de la vente par les journaux et affichage, avec possibilité de visite, sera organisée.

Une estimation par le service des Domaines n'est légalement pas obligatoire pour une commune de moins de 2000 habitants. Une demande a néanmoins été formulée, sans réponse à ce jour. Le Conseil doit fixer un prix minimum de vente. Le maire et les adjoints proposent le prix de 30 k€.

Madame le Maire propose que le Conseil Municipal fixe le prix minimum de vente à 30 k€, l'autorise à arrêter les conditions et à cet effet, à dresser le cahier des charges d'adjudication en conformité avec les caractéristiques essentielles de la vente, à le signer, à fixer la date et le lieu de l'adjudication, à effectuer toutes les publicités utiles, ainsi que de signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de vendre le terrain à bâtir situé au nord du futur chemin Sainte-Catherine, issu des parcelles cadastrées section AD n°36 et 37p, pour une superficie d'environ six ares et pour un prix minimum de 30 k€.
- Autorise Madame le Maire à procéder à la vente du terrain situé impasse Sainte-Catherine par adjudication publique
- Autorise Madame le Maire à arrêter les conditions et à cet effet, de dresser le cahier des charges, de le signer, de fixer la date et le lieu de l'adjudication, à effectuer toutes les publicités utiles, ainsi que de signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM 2012-046. MOBILIER DE L'AGENCE POSTALE**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que La Poste a demandé l'installation d'un deuxième coffre à l'Agence Postale Communale pour la livraison des fonds. La fabrication d'un meuble pour intégrer ce coffre et d'un volet pour obturer la porte donnant sur la rue, est nécessaire pour cette installation. La commune a sollicité l'entreprise de menuiserie Chaboisson. Son devis s'élève à 1 291,68 € TTC. Ce montant sera payé par la commune et remboursé par la Poste.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de faire réaliser le meuble par Monsieur Chaboisson pour un montant de 1 291,68 € TTC et d'en demander le remboursement à La Poste
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

#### **INFORMATIONS DIVERSES**

Modification simplifiée du POS pour la suppression de l'emplacement réservé n° 10

Il conviendrait de supprimer l'emplacement réservé (ER) situé sur le terrain à bâtir de la rue Ste-Catherine, cet ER n'ayant plus d'utilité puisque la commune a désormais la propriété du terrain pour réaliser la " Création d'un chemin piéton reliant les anciennes douves à l'impasse Ste Catherine". Cette suppression peut se faire par la procédure de modification simplifiée, simple et rapide.

Pour mémoire : en application des articles L 123-13 et R 123-20-2 du code de l'urbanisme, la modification simplifiée du POS se fait par mise à disposition du public, pendant une durée d'un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs, ainsi que d'un registre permettant au public de formuler ses observations. Cette mise à disposition doit intervenir préalablement à la convocation du conseil municipal, qui approuvera la modification simplifiée du POS par délibération motivée.

Point sur les travaux logement rue Saint André

Mme le Maire informe les élus des subventions obtenues pour la restauration du logement du 14 de la rue St-André (réserve parlementaire de Mme Marisol Touraine, DETR, Conseil Régional, Etat)

Le Conseil Régional a confirmé aujourd'hui par téléphone l'octroi de subventions Cooeur de Villages pour le logement ci-dessus, mais aussi pour la réfection de la cour de la bibliothèque et pour l'opération de réfection "rue de l'Abbaye, ruelle Pannetier et rue St-André"

ERDF recrute des apprentis

Apprendre un métier tout en préparant un diplôme, c'est le principe de l'alternance. Un mode de formation encouragé par ERDF. 461 alternants ont été embauchés à l'issue de leur formation en 2011, ce qui représente 27% des embauches à ERDF pour cette même année.

L'alternance est une formation accessible à tous, des élèves de l'enseignement supérieur aux sections CAP. Chez ERDF, l'alternance permet d'accéder à une quarantaine de métiers et de préparer autant de diplômes.

Les atouts de l'alternance sont nombreux : un contrat de travail rémunéré, la validation de la formation par l'obtention d'un diplôme ou d'un titre professionnel, l'acquisition d'une 1ère expérience professionnelle, l'occasion de vérifier que le métier préparé correspond à ses attentes, l'appropriation d'une culture d'entreprise et d'un savoir-faire grâce à l'accompagnement d'un tuteur.

Des adaptations existent pour les alternants handicapés.

Toutes les offres sur [www.erdfdistribution.fr](http://www.erdfdistribution.fr) ou par courrier: ERDF MOA-RH BP 436 37204 Tours cedex 3

AG du centre de loisirs de Ferrière le 2 juin.

Fin du Conseil Municipal à 22h

Prochain Conseil le lundi 2 juillet 2012 à 20h30

Le Secrétaire Jean-Claude DUPAS